# ANNONCES JUDICIAIRES.

## VENTES PAR LE SHERIF

**Banque des Citoyens de la Louisiane vs Theo Malley.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 5540.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde de l'Hôtel St-Charles, dans le Premier District de cette ville, LE LUNDI, le 5 mai 1882 à midi, de la propriété ci-après décrite à savoir :

Un certain lot de terre ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, privilèges et dépendances qui y appartiennent, situé dans la Deuxième District de cette ville, dans l'Ile bornée par la rue Thirteen Walk ou Bayou, et Prieur ou Derbigny, et Barataria, et dit plus comme le lot No quarante-deux, sur le plan dressé par E. Delahaye, voyeur, en date du 8 mai 1835, et déposé en l'étude de Charles Roselius, alors notaire public de cette ville, et dit lot mesurant vingt-sept pieds, cinq pouces et une demi-ligne de face à partir de la rue Prieur jusqu'à une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds sept pouces et demi, mesure anglaise, entre lignes parallèles, mesure américaine.

Ensemble toutes les bâtisses, constructions, améliorations et dépendances de dit lot de terre, droits et privilèges y attachés, sans exception ni réserve.

Cette propriété appartient et défendeur en vertu de l'acquisition qu'il en a faite de John Brinsley suivant acte devant Amédée Ducossé, notaire public de Orléans et ses collègues, en date du 26 mars 1867.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
29 mars—5,12,19,26, 2 avril

**John G. Byrne vs John Brosnan.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 5580.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde de l'Hôtel St-Charles, dans le Premier District de cette ville, LE SAMEDI, 29 avril 1882 à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, voies, privilèges et dépendances qui y appartiennent, situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'Ile bornée par la rue Royale, Dauphine, Bienville et Derbigny, et dit plus comme le lot numéro quatre-vingt-dix-huit sur le plan dressé par C. A. Hodin, civil devant voyer, le 24 janvier 1845, et déposé en l'étude de Charles Roselius, alors notaire public de cette ville, et dit lot mesurant vingt-sept pieds, cinq pouces et une demi-ligne de face à partir de la rue Dauphine, et quatre-vingt-quatre pieds de large, le tout d'après un plan dressé par E. Delahaye, voyeur en date du 8 mai 1835, et déposé en l'étude de R. H. Strange, ci-devant notaire en cette ville, lequel dit lot de terre mesure vingt-trois pieds six pouces de face à la dite rue Dauphine sur quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, et la ligne ouest desdits vingt-trois pieds six pouces est parallèle à la ligne est desdits vingt-trois pieds six pouces et cette dernière ligne est parallèle à la ligne ouest desdits vingt-trois pieds six pouces, mesure anglaise.

Ensemble toutes les bâtisses, constructions, améliorations et dépendances de dit lot de terre, droits et privilèges y attachés, sans exception ni réserve.

Cette propriété appartient et défendeur en vertu de l'acquisition qu'il en a faite de John Brinsley suivant acte devant Amédée Ducossé, notaire public de Orléans et ses collègues, en date du 26 mars 1867.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
29 mars—5,12,19,26, 2 avril

# ANNONCES JUDICIAIRES

## VENTES PAR LE SHERIF

**A. M. Perrault vs. Marie Sophie.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 4732.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'encan St-Charles, dans la rotonde de l'Hôtel St-Charles, dans le Premier District de cette ville, MARDI, le 9 mai 1882 à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'Ile bornée par la rue Royale, Dauphine et Bienville, et dit plus comme le No 2 sur le plan dressé par E. Pilié, civil devant voyer, en date du 26 juillet 1826 et déposé en l'étude de L. Ferrand, ancien notaire public, le dit lot mesurant trente pieds de face à la rue Galvez sur une profondeur de cent trente pieds égale à celle des lignes latérales, mesure anglaise.

Ensemble toutes les bâtisses et améliorations qui y sont construites, sur le dit plan et numérotées 1 et 2, et dit lot mesurant trente pieds de front sur la rue Galvez sur une profondeur de cent trente pieds, mesure anglaise, entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
29 mars—5,12,19,26, 2 avril

**Succession de Bartara K'ala.**

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division D, No 4,807.

PAR B. ONORATO, encanteur.—Bourse de la rue Royale.—SAMEDI, 29 avril 1882, à midi, il sera vendu à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan No 36 Charles, Rotonde de l'Hôtel St-Charles, dans le Premier District de cette ville, SAMEDI, 29 avril 1882 à midi, de la propriété ci-dessus décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, ensemble avec les bâtisses et constructions qui s'y trouvent, situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'Ile bornée par les rues Champs-Elysées, Prieur, Peters et Desaix, et mesurant 32 pieds de face sur la rue Champs-Elysées sur une profondeur de 105 pieds 7 pouces, entre lignes parallèles.

Les constructions consistent en deux maisons neuves à deux étages couvertes en ardoises ayant chacune et cabinets de corridors, avec cuisine en briques à deux étages ayant six chambres en haut et deux à deux étages dans le fond du terrain, deux cuves, deux cabinets, etc., connu comme le No 29 de Champs-Elysées.

Le tout en plein soleil et bien loué à des locataires à un prix donné par Edgar Fitté, architecte, le 3 mars 1882.

Termes et conditions—Cette vente étant la seconde et dernière, ladite propriété sera définitivement adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur pour le prix qui en sera offert, à moins de cette offre l'acquéreur fournissant un billet avec une bonne sécurité solvable portant intérêt de 8 pour cent par an à partir du 5 mai 1882, et hypothèque spéciale sur la propriété vendue, jusqu'à parfait paiement.

Le dit acquéreur sera à même de voir ces cahiers et à payer comptant le montant des frais d'enregistrement, etc., s'élevant à environ cent dollars (\$100). L'acquéreur paiera en sus du prix de son adjudication les taxes dues et exigibles en 1882.

Acte de vente perdevant W. O. Hart, notaire, aux frais de l'acquéreur.

12 avril—12,15,22,29

# ANNONCES JUDICIAIRES

ANNONCE JUDICIAIRE.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

**Eugenia Poullet contre Philip S. Simms.—No 4856.**

JE CERTIFIE par les PRESENTES que le soixième jour de janvier 1882, jugement No 4,964 intervint dans la cause ci-dessus désignée, dans les termes suivants, savoir—

Eugenia Poullet contre Philip S. Simms.—No 4856.

Sur motion de Lloyd Posey, avocat de la demanderesse, et sur la production des preuves sufisantes à l'appui de la pétition de la demanderesse dans la cause, jugement pour la loi et les demanderesse en sa faveur, ordonne, a jugé et décrété, que le jugement par défaut rendu en cette affaire le neuf du courant, soit maintenant confirmé et devienne définitif, et, conséquemment, qu'il y ait jugement en faveur de la demanderesse, Eugenia Poullet, en contre le défendeur, Philip S. Simms, son mari, avec dépens, déclarant ledit séparation de biens entre la demanderesse et son mari, dissolvant la communauté de biens qui a existé entre eux, et ordonnant que ladite demanderesse soit reinvestie et remise en possession de tous et chacun des biens, droits, noms, dettes, dommages, etc., qui lui appartiennent, ou qui lui appartiendront, en droit ou en équité, à partir de ce jour, et ordonnant également à la susdite défenderesse de rendre compte à la demanderesse